



Mission contrôle de décence des logements

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur :
Caisse d'Allocations Familiales du Nord
82 rue Brûle Maison 59000 Lille

Marché public de services passé

- selon un appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-1 à R2161-5 et L 2125-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Marché N° : 2025/05

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : LES PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 : L'OBJET DE L'ACCORD CADRE	3
ARTICLE 3 : LA DECOMPOSITION DU CONTRAT.....	3
3.1. L'allotissement	3
3.2. La forme de l'accord cadre.....	3
ARTICLE 4 : LES GENERALITES	4
4.1. Les pièces contractuelles.....	4
4.2. Le cadre juridique de l'accord-cadre	4
4.4. Les assurances	4
4.5. Les autres obligations.....	5
4.5.1. Les obligations relatives à la sous-traitance	5
4.5.2. La confidentialité et sécurité	5
ARTICLE 5 : LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6 : CONDITIONS DE PRIX.....	6
6.1 Forme des prix.....	6
6.2 Contenu des prix	7
6.3 Variation des prix	7
6.4 Modalités de règlement	8
6.4.1. TVA.....	8
6.4.2. Présentation des demandes de paiement	8
6.4.3. Délais de paiement	9
6.4.4 Intérêts moratoires	9
6.4.5. Périodicité des paiements.....	9
6.5. Avance	10
6.6 Emission des bons de commandes.....	10
ARTICLE 7 : LES OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION	11
ARTICLE 8 : LES PENALITES.....	11
ARTICLE 9 – LES PIECES A FOURNIR	11
ARTICLE 10 : LA RESILIATION	12
ARTICLE 11 : Modification de l'accord-cadre – clause de réexamen.....	12

ARTICLE 1 : LES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la caisse d'Allocations familiales du Nord dénommée ci-après "le pouvoir adjudicateur" ou l'acheteur" et représentée par Mme Audrey MATHON-DEBETENCOURT, Directrice de la Caisse d'Allocations familiales du Nord.
- D'autre part, l'entreprise Titulaire du marché désignée dans le présent document par l'expression "le titulaire".

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la Caf du Nord.

La personne habilitée à donner des renseignements aux articles R2191-60 à R2191-62 du code de la commande publique est la Directrice Générale de la Caf du Nord.

ARTICLE 2 : L'OBJET DE L'ACCORD CADRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Mission contrôle de décence des logements.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 3 : LA DECOMPOSITION DU CONTRAT

3.1. L'allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti au motif que l'objet de l'accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.2. La forme de l'accord cadre

Le présent accord-cadre est qualifié de marché public de services.

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à prix mixtes avec une partie à bon de commande relative aux différents contrôles et une partie en prix forfaitaire relative au pilotage global mensuel, l'appui technique et le suivi de la mission.

La partie à bons de commande est mono attributaire sans montant minimum mais avec un maximum de 1 000 000€ HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

Il est lancé sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2124-1, L 2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-1 à R2161-5 et L 2125-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 : LES GENERALITES

4.1. Les pièces contractuelles

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG FCS en ce que les dérogations au CCAG FCS ne seront pas listées au dernier article du CCAP. Elles figureront tout au long du CCAP suivant les articles concernés.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, celles-ci sont classées par ordre de priorité décroissant et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS de la manière suivante :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes financières (BPU et DPGF),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- L'annexe RGPD
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et services issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les actes de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- L'offre technique du titulaire.

4.2. Le cadre juridique de l'accord-cadre

Le marché est établi en application du code de la commande publique en vigueur au 1er avril 2019 par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale.

Le présent marché est soumis aux dispositions du CCAG-FCS, issu de l'arrêté du 30 mars 2021, ainsi qu'aux différents textes réglementaires en vigueur applicables à ce marché.

4.3. La réparation des dommages

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- À son personnel, aux agents de la Caf du Nord ou à des tiers,
- À ses biens, aux biens appartenant à la Caf du Nord ou à des tiers.

Il ne peut être tenu responsable des conséquences d'instruction données directement à son personnel par la Caf du Nord.

4.4. Les assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG.FCS.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.5. Les autres obligations

4.5.1. Les obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles au cours du marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-3 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre :

- Un acte spécial de sous-traitance (DC4),
- Les preuves apportées par tous moyens de ses capacités professionnelles, techniques et économiques,
- Une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés),
- Une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée. L'attestation de vigilance doit être fournie une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail,
- Un certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés,
- Une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité professionnelle.

4.5.2. La confidentialité et sécurité

4.5.2.1. L'obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ses obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts de celui-ci.

4.5.2.2. Le règlement intérieur de la Caf du Nord

Le prestataire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur les agences, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur. Il est de la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre peut obtenir la communication de ce règlement sur simple demande.

4.5.2.3. Respect des principes de la République

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public,
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Cette disposition s'applique également pour les co-traitants et les sous-traitants.

ARTICLE 5 : LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

Le marché est reconductible de manière tacite trois (3) fois, pour une période d'un (1) an, soit une durée maximale de quatre (4) ans

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de ne pas reconduire le contrat. Il en informe alors le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 90 jours avant la date d'anniversaire du marché. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la décision par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE PRIX

6.1 Forme des prix

Les prix de l'accord-cadre sont mixtes :

- A prix unitaire pour les bons de commande par application des prix unitaires tels qu'issus du bordereau des prix unitaires (BPU) et des quantités réellement fournies pour les prestations relatives aux différents contrôles.
- A prix forfaitaire, sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexé à l'acte d'engagement pour la partie relative au pilotage global mensuel, l'appui technique et le suivi de la mission.

Les prix sont révisables

6.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

6.3 Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs, réputés fermes la première année, puis révisables à la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, appelé mois « Mo », soit mars 2025.

Ils sont fermes et révisables à la hausse comme à la baisse annuellement.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois à la date anniversaire sur la base de la formule suivante :

$$P = P_o \times (ICHTrev-Ts / ICHTrev-Tso)$$

Dans laquelle :

- P est le prix unitaire après révision
- Po est le prix d'origine pour la première révision, prix précédent pour les révisions suivantes
- ICHTrev-TSo est l'indice Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés- Activités spécialisées, scientifiques, techniques correspondant à octobre 2022
- ICHTrev-TS est l'indice Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés- Activités spécialisées, scientifiques, techniques correspondant au dernier indice connu (non provisoire) au moment de la révision

Dans le cas où l'un ou l'autre de ces indices cesserait d'être publié, il est entendu qu'il sera remplacé dans la formule ci-dessus par l'indice proposé par l'Insee.

Les prix révisés ne pourront porter que sur des prestations postérieures à la date de révision. En cas d'absence de transmission de la demande de révision des prix, par courrier ou par mail, dans un délai d'un mois à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire est réputé refuser la révision de prix. Les prix initiaux non révisés continueront donc à s'appliquer pour l'année.

Clause limitative dite « butoir » : L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 1,5 % maximum par an.

Clause limitative dite « de sauvegarde » : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% par an.

6.4 Modalités de règlement

6.4.1. TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6.4.2. Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence et la date de la demande
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le montant net HT en euros ;
- Le montant TTC en euros ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Conformément aux obligations réglementaires et afin de garantir la bonne réception des factures et un paiement de ses fournisseurs plus rapide, **la Caf du Nord adhère au portail de facturation « CHORUS PRO »**. **Le titulaire du présent accord-cadre dépose et transmet les factures électroniques via ce portail.**

CHORUS PRO est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro Siret pour identifier la Caf du Nord est le suivant : 534 175 179 00074.

En cas de difficultés d'accès à ce portail, vous trouverez un tutoriel sur le site : Fiches pratiques – Communauté Chorus Pro (chorus-pro.gouv.fr).

Les factures envoyées par courrier ou par mail ne seront plus acceptées.

6.4.3. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions des articles R2192-10 à R2192-11 du code de la commande publique.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros

6.4.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles R2192-10 à R2192-11 code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

6.4.5. Périodicité des paiements

Les prestations font l'objet de paiements mensuels, à terme échu et à réception de la facture.

6.5. Avance

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-7 à R2191-12 du code de la commande publique.

Le versement d'une avance est de droit pour le titulaire d'un marché public ordinaire dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois.

Si le montant est inférieur l'avance ne sera pas accordée.

Pour la partie à bons de commande :

L'accord-cadre ne comporte pas de minimum fixé en valeur et ouvre droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

Si le montant est inférieur l'avance ne sera pas accordée.

- le montant de l'avance est fixé à 30% de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois pour les PME et 5 % de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois pour les autres entreprises si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois,

Pour la partie forfaitaire :

Le montant de l'avance est fixé à 30% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée exprimée en mois pour les PME et 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée exprimée en mois pour les autres entreprises.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance, même en cas d'avance obligatoire. Pour le choix de l'avance, le titulaire devra l'indiquer dans l'acte d'engagement.

L'avance sera versée dans un délai de 30 jours à compter du commencement d'exécution des prestations

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65 % est atteint.

L'option retenue du CCAG FCS 2021 est l'option A.

6.6 Emission des bons de commandes

Les bons de commande, établis suivants les stipulations contractuelles du présent accord-cadre, interviendront au fur et à mesure de la survenance des besoins de la Caf du Nord.

Ces bons de commande comprendront :

- l'intitulé et le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- le nom du titulaire,
- les références, intitulés et quantités de chaque prestation commandée,
- le coût HT,
- la TVA,
- le coût TTC,

Conformément aux articles R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique, « *les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.* »

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

En revanche, l'exécution des bons de commande émis durant la période de validité de l'accord-cadre pourra valablement être réalisée dans un délai de 3 mois au-delà de cette période afin de garantir leur exécution en bonne et due forme.

ARTICLE 7 : LES OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION

Il est fait application des dispositions du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 : LES PENALITES

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS :

- Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré,
- Il n'est pas fait exonération des pénalités quel que soit le montant HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.
- La pénalité pour retard est calculée selon la formule du CCAG-FCS.

Le CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG qui indique que le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

ARTICLE 9 – LES PIECES A FOURNIR

Le titulaire fournit **tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à son terme**, les justificatifs suivants :

1. Une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;

2. Une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée.

L'attestation de vigilance doit être fournie avec le numéro unique d'identification permettant d'accéder aux informations par le biais d'un système électronique, et une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail ;

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus devront être produits pour chacun des membres du groupement.

Le candidat dépose ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de produire les documents, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP.

ARTICLE 10 : LA RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre selon les dispositions du code de la commande publique et selon les dispositions du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 : Modification de l'accord-cadre – clause de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, un accord-cadre peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

Les modifications envisagées doivent intervenir dans le respect des conditions précisées dans la partie réglementaire du code de la commande publique à savoir les articles R. 2194-1 à 9.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de fournitures et services.

Clause de réexamen pour modification de sites. Il est possible en cours de marchés que des sites non prévus soient intégrés dans le périmètre de l'accord-cadre (évolution des patrimoines des Caf). Le titulaire sera dans l'obligation d'intégrer ces sites dans l'accord-cadre et d'y appliquer les conditions tarifaires appliquées à l'accord-cadre. Cette modification sera formalisée par voie d'avenant.

ARTICLE 12 : LES LITIGES ET DIFFERENDS

Le présent accord-cadre est soumis au Droit Français.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions du CCAG-FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre, du présent CCAP, la juridiction compétente est le Tribunal judiciaire de LILLE.